



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité  
Pôle police de l'eau

Nos réf. : 29-2016-00015

Affaire suivie par : Karine Le Quéau

Tél : 02 98 76 59 79 – Fax : 02 98 76 59 77

karine.le-queau@finistere.gouv.fr

Communauté de Communes du Pays de Landivisiau		
Courrier arrivé le		
28 JAN, 2016		
	Fin. RH	ECO <input checked="" type="checkbox"/>
DGS	Compta	EJ
VP	ENV	

Quimper, le 25 janvier 2016

Le Préfet du Finistère

à

Monsieur le Président de la Communauté  
de Communes du Pays de Landivisiau  
Zoné de Kerven  
Rue Robert Schuman  
BP 30122  
29401 LANDIVISIAU Cedex

**Objet : Dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-6 du code de l'environnement**  
PJ : 1 récépissé de déclaration

Monsieur le président,

Comme suite à la déclaration que vous m'avez transmise, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le récépissé de déclaration n° 006-16/D en date de ce jour, concernant l'extension de la zone artisanale du Vern sur le territoire de la commune de LANDIVISIAU.

Je vous précise que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction mais que sa régularité sur le fond au titre de la loi sur l'eau n'a pas encore été étudiée à ce stade.

Conformément à l'article R.214-35 du Code de l'environnement, **vous ne pourrez pas débiter les travaux AVANT LE 21 MARS 2016, correspondant au délai de deux mois à compter de la réception du dossier complet.**

Durant ce délai :

- des compléments peuvent vous être demandés si, **lors de l'examen sur le fond, le dossier est jugé irrégulier,**
- des prescriptions particulières peuvent éventuellement être établies, sur lesquelles vous serez alors saisi pour présenter vos observations,
- il peut être fait opposition à cette déclaration.

Passé de délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R.214-35 du code de l'environnement.

**J'appelle tout particulièrement votre attention** sur le fait que le présent récépissé ne dispense pas, le cas échéant, des formalités à accomplir au titre des autres réglementations (en urbanisme notamment) ou au titre des servitudes.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le DDTM et par subdélégation,  
Le chef du service eau et biodiversité,

Guillaume HOFFLER



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité  
Pôle police de l'eau

Communauté de Communes du Pays de Landivisiau		
Courrier arrivé le		
28 JAN. 2016		
Président	Fin / RH	ECO
DGS	Compta	EJ
VP	ENV	

**RECEPISSE DE DECLARATION**  
**CONCERNANT**  
**L'EXTENSION DE LA ZONE ARTISANALE DU VERN**  
**COMMUNE DE LANDIVISIAU**

**Dossier n° 006-16/D**

**TRAVAUX POUVANT DEBUTER APRES LE 21 MARS 2016**  
sauf opposition ou demande(s) de compléments ou prescriptions particulières

**LE PREFET DU FINISTERE,**  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code civil, et notamment son article 640 ;
- VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L.214-1 à L.214-8 et R.214-1 à R.214-56 ;
- VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement reçue complète le **21 janvier 2016**, présentée par la **Communauté de Communes du Pays de Landivisiau**, enregistrée sous le numéro Cascade 29-2016-00015, relative à l'extension du parc d'activités communautaire du Vern sur le territoire de la commune de **LANDIVISIAU**.

## DONNE RECEPISSE A :

**Communauté de Communes du Pays de Landivisiau  
Zone de Kerven  
Rue Robert Schuman –BP 30122  
29401 Landivisiau Cedex**

de sa déclaration concernant :

**l'extension de la zone artisanale du Vern** dont la réalisation est prévue sur le territoire de la commune de **LANDIVISIAU**, conformément au document joint à la déclaration.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

La rubrique concernée du Code de l'environnement (article R.214-1) est la suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondants</i>
<b>2.1.5.0</b>	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</i> <i>1°) supérieure ou égale à 20 ha (A)</i> <i>2°) supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</i>	<b>Déclaration</b>	<b>Sans objet</b>

- 1) **Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 21 MARS 2016**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations. **Selon le cas, la date du délai d'instruction pourra donc être retardée.**

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de la commune de **LANDIVISIAU** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et où le dossier pourra être consulté. De plus, le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de la commune de **LANDIVISIAU**. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours par les tiers continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

2) **Le déclarant est informé des dispositions suivantes :**

- a) S'il veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités, il en fait la demande au préfet qui statue par arrêté ;
  - b) En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration ;
  - c) Si l'installation n'a pas été mise en service, l'ouvrage n'a pas été construit ou le travail n'a pas été exécuté ou bien l'activité n'a pas été exercée, **dans le délai de 3 ans** à compter de la date de réception du dossier de déclaration reçu complet, cette déclaration cesse de produire effet.
  - d) Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements.  
Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;
  - e) Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage des travaux ou une activité, de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement doit être déclaré au préfet et au maire de la commune concernée ;
  - f) La remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, est subordonnée à une nouvelle déclaration si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, des installations, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation ;
  - g) En cas de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes.
- 3) Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.
- 4) Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- 5) Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (notamment celles relatives au permis de construire).

À Quimper, le 25 janvier 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires  
et de la mer et par subdélégation,  
Le chef du service eau et biodiversité,

Guillaume HOEFFLER